

LA MORALE DE L'HISTOIRE?

# Philosophie du bébé phoque

**L'irruption de la thématique de l'environnement dans le débat politique renvoie à une remise en question des fondements éthiques de nos sociétés.**

Communément, l'éthique est une discipline qui interroge les problèmes de société auxquels l'homme est confronté. L'environnement fait partie des enjeux majeurs des sociétés contemporaines. Les symptômes sont divers: du plus visuel comme les naufrages de pétroliers, les accidents dans les grandes entreprises; au plus discret, sournois comme la pollution quotidienne issue de l'utilisation d'un véhicule particulier ou de l'achat de bouteilles en plastique plutôt qu'en verre recyclable.

La problématique écologique engage deux ordres de débat: le premier sur les chiffres: polluons-nous plus qu'auparavant, ou bien les indicateurs de pollution sont-ils à la baisse depuis 20 ans? Le second ensemble de réflexions permet de dépasser ce débat nécessaire mais technique et rapidement stérile: il s'agit de se demander s'il est "juste" de protéger l'environnement - et dans quelles circonstances, sous quelles conditions. Cette question est posée en termes d'éthique environnementale.

Mais qu'est-ce que l'éthique environnementale? S'agit-il d'une révolution dans la manière d'aborder et de "juger" les questions et décisions politiques? Oui et non! Non, car l'environne-

ment n'est pas une nouvelle problématique apparue récemment. Des philosophes de la politique et de la morale se sont déjà préoccupés de cette question il y a longtemps. Généralement, la probléma-

tique environnementale était posée en des termes opposant la "Nature animale" et la "Culture humaine". Par ailleurs, nos religions abordent également l'utilisation que l'Homme doit ou peut faire de

la Nature au regard de la justice Divine.

Oui, il s'agit effectivement d'une révolution politique et intellectuelle et ce pour plusieurs raisons. D'abord, elle remet en cause les postulats

classiques de la morale. Qu'en est-il des membres qui n'appartiennent pas à la communauté humaine? Faune, flore, écosystèmes, bactéries, etc. Elle pose donc de manière provocatrice la question du statut moral des membres "inhumains" du monde dans lequel nous vivons. Ainsi, les partisans de l'"écologie profonde" (Deep Ecology) soutiennent une position forte et extrême: nous devrions soumettre nos décisions de société au regard de ces nou-



Comme le souci de l'environnement, la gestion des risques industriels n'est pas un phénomène nouveau.

LA NOTION DE RISQUE ACCEPTABLE

## "Négocier, gérer les risques collectivement."

**Le débat autour de l'environnement est moins un débat technique qu'une discussion éthique et politique. Pour l'illustrer, nous reprenons une interview que Marc Mormont avait accordée à une association de riverains d'un incinérateur.**

**Qu'est-ce que le risque? S'agit-il simplement de diminuer la chance d'une défaillance technique?**

**Marc Mormont:** En tant que sociologue, je considère que le risque fait partie de la vie et de la vie sociale en général. Il n'y a pas de société qui ne se définisse par rapport au risque et par la manière de traiter les risques auxquels les individus et les sociétés sont exposés.

Au fond, on a un peu vécu depuis un siècle dans l'idée que grâce à la science et la technique, on allait diminuer et même éventuellement supprimer complètement un certain nombre de risques auxquels les sociétés traditionnellement ont été exposées. Et c'est vrai que le progrès technique a annulé un certain nombre de risques. Je veux dire le risque de la famine dans nos sociétés développées, en tout cas, n'existe plus. Ce qui fait problème aujourd'hui, c'est qu'on a vécu sur l'idée qu'on pouvait éliminer un certain nombre de risques, sans se rendre compte que les moyens techniques et même scientifiques que l'on emploie pour résoudre

ces risques sont eux-mêmes des sources de risque et de dangers.

**La technique n'apporte donc pas une solution définitive ...**

Précisément. Or les hommes politiques ont, depuis des dizaines d'années, confié aux scientifiques le soin de dire quels sont les risques, quelle est leur ampleur et quelles sont les stratégies et les techniques qu'il faut employer. En fin de compte ils se sont en quelque sorte déchargés de la question des risques sur les techniciens, sur la science. Alors, aujourd'hui on s'aperçoit qu'il faut remettre toutes ces questions à plat. C'est très troublant dans nos sociétés et cela explique les réactions parfois très paradoxales mais parfois aussi très violentes d'un certain nombre de techniciens, de scientifiques et d'hommes politiques qui ont l'impression qu'on remet en question tout ce sur quoi leur activité est basée ... toutes leurs croyances en quelque sorte. Parce que c'est de l'ordre de la croyance, le fait de dire: le progrès technique va résoudre tous les problèmes.

**Comment expliquez-vous que les populations qui vivent depuis des années à proximité d'industries polluantes ne se font pas entendre, alors que les gens manifestent leur opposition à l'encontre de projets d'apparence plus bénigne?**

Il faut voir que la question des risques liés au développement industriel n'est pas vraiment nouvelle. Dès la fin du siècle dernier, on s'est posé des questions sur les maladies professionnelles, sur les accidents du travail, bref, sur tous les risques liés au développement industriel, mais à l'intérieur de l'entreprise ou dans son environnement immédiat.

**"Aucune définition du risque acceptable ne peut être objective."**

Si les gens ont accepté un certain nombre de risques liés à des industries, c'est très souvent parce que ces industries étaient dans leur milieu. Au fond le mineur courait aussi des risques, mais c'était lié à son travail et à des formes

de solidarité entre mineurs, à un rapport avec le patron; il y avait des négociations sur les risques.

Or j'ai l'impression que ce qui se manifeste aujourd'hui à travers les oppositions à toute une série d'implantations, c'est que d'abord les gens sont conscients qu'il y a des risques et ensuite que ces risques ne se présentent plus dans un contexte de négociation sociale. Pour moi, il n'y a pas de définition du risque acceptable qui soit objective. Je pense par contre qu'il y a un risque qui est négocié et un risque qui ne l'est pas. Ce qui pose vraiment problème aujourd'hui, c'est qu'un certain nombre de risques liés à des implantations industrielles ne sont plus dans un contexte où les gens peuvent les négocier. Il se sentent en train de subir quelque chose sur quoi ils n'ont pas prise. Et ça c'est fondamental. Donc, ce qu'il faut inventer, ce sont des formes d'organisation qui permettent de négocier, de gérer les risques collectivement.

**Pourtant il existe des études d'impact, des réunions de concertation entre décideurs et réclamants. Pourquoi le citoyen a-t-il l'im-**

**pression que, même s'il s'exprime, il ne sera pas écouté?**

D'abord, je crois que dans les procédures existantes, on est encore très largement dans une logique de consultation, et je dirais presque de consultation des seuls riverains. Or très souvent, quand il s'agit de risques relativement importants, la nature même du risque, son ampleur géographique, son ampleur dans le temps, ce qui est très important, dépassent de loin le cadre strict de la procédure de consultation.

Et ce qui se donne un peu à lire dans ces oppositions-là, c'est que les gens n'ont plus tellement confiance dans les systèmes de gestion. Autrement dit, et ça c'est quelque chose que les scientifiques et les hommes politiques et les décideurs en général ont du mal à comprendre, la confiance n'est pas une croyance naïve. Elle se construit.

**D'où vient le manque de confiance?**

Je prends un exemple très simple: on peut évaluer le risque que représente une décharge moderne, bien faite, bien construite, avec de bonnes techniques, les meilleures techniques disponibles. Et on peut aboutir à une certaine évaluation et même à un chiffre qui dit: le risque est de X ou Y.

Or, quand on fait cette évaluation du risque, on fait un

Marc Mormont interviendra le 1er mars dans le cadre des petits-déjeuners de l'éthique sociale. Il est professeur au département de sociologie de la Fondation universitaire luxembourgeoise (FUL) à Arlon.

veaux "citoyens" que sont les arbres ou les baleines. Plus modérément, certains auteurs comme Bruno Latour<sup>(1)</sup> vont opter pour une dissolution de la frontière qui oppose nature et société puisque nous sommes au quotidien dans des situations hybrides dans lesquelles humains et non-humains s'influencent mutuellement. Nos décisions doivent prendre en compte ces situations de "co-existence".

### Au-delà de la communauté humaine

Ensuite, l'environnement élargit l'espace de l'éthique. La pollution de l'air de Rio de Janeiro a des répercussions sur la planète entière. Peu à peu, les sociétés se rendent compte de leur interdépendance, mêmes si elles sont très éloignées les unes des autres. Enfin, la problématique environnementale implique également un changement dans la notion du "temps". Là également, les pollutions actuelles ont des répercussions pendant des générations. Ainsi, Hans Jona<sup>(2)</sup> pose la question de la responsabilité individuelle de nos actes non seulement en tenant compte de leur caractère moral mais également en tenant compte des conséquences de ces mêmes actes pour les générations à venir.

On le voit, le fait que l'éthique s'intéresse à l'environnement élargit considérablement le champ de nos réflexions sur ce qui est "juste". On y inclut doréna-

vant de nouveaux êtres, de nouveaux espaces et de nouvelles temporalités. Et, par tant, de nouvelles sous-disciplines apparaissent: éco-féminisme, deep-ecology, écocentrisme, justice intergénérationnelle, etc.

### Défis éthiques et politiques

L'éthique appliquée à l'environnement pose-t-elle des questions trop radicales à nos sociétés? Nos sociétés sont-elles prêtes à changer d'attitude vis-à-vis des questions de justice? Cela semble être un défi démocratique majeur à relever tant les questions de politique, de nature et de science sont étroitement reliées les unes

aux autres. La formation des adultes et l'expression d'un débat contradictoire sur ces sujets permettent d'approcher cet enjeu citoyen et d'avancer des éléments de réponses.

Frédéric Mertz

Institut de Formation Sociale

<sup>(1)</sup> LATOUR Bruno, *Politiques de la nature, Comment faire entrer les sciences en démocratie. La Découverte (Armillaire), Paris, 1999.*

<sup>(2)</sup> JONAS Hans, *Le Principe responsabilité: une éthique pour la civilisation technologique. Flammarion (Champs) 1999.*

## Ethique de l'environnement

Une approche éthique de la problématique de l'environnement, voilà le sujet des petits-déjeuners de l'IFS en 2003. Notre dossier explique en quoi cette problématique remet en question notre vision du monde et de la société. Un cas exemplaire, celui de la notion de risque acceptable, est discuté dans une interview avec le sociologue Marc Mormont.

certain nombre de suppositions sur la manière dont vont se comporter les gens et les gestionnaires. On va supposer que, par exemple, la décharge est surveillée de manière constante, que les gestionnaires des décharges sont des personnes qui font parfaitement leur métier, qui

ont toutes les connaissances au jour le jour, que le tri des déchets est fait de manière convenable, qu'il n'y a pas des gens qui ... bref, on fait toute une série d'hypothèses sur le fait que les acteurs vont se comporter de manière optimale, conforme à la législation, conforme à la morale,

conforme à la déontologie professionnelle, conforme à toutes les règles.

Aujourd'hui les gens, les riverains ou d'autres personnes concernées, se posent autant de questions sur toutes ces choses-là que sur ces aspects techniques eux-mêmes. Autrement dit, l'évalua-

tion d'un risque, c'est toujours une évaluation technico-scientifique qui contient des hypothèses sur les comportements des acteurs, qui, eux, sont peu ou pas évalués et qui à mon avis ne peuvent pas l'être par les mêmes méthodes. Qu'est ce qui peut donner confiance aux gens

dans la bonne gestion de la décharge? Ça, c'est la question! Et c'est là qu'il faut recréer un rapport social et des formes d'organisation qui permettent de créer la confiance. J'irais même jusqu'à dire qu'il faut une certaine surveillance citoyenne sur le fonctionnement des institutions qui gèrent les risques. Pour moi, c'est ça l'enjeu.

choses que nous considérons comme sacrées et d'autres que nous considérons comme moins importantes. L'enfant est sacré dans notre société, donc on impose des normes très basses de nitrates par litre d'eau potable. Il en va de même pour des projets de porcherie industrielles: le risque de contamination des nappes phréatiques pose problème aux gens. Et ils se demandent si ce type d'installation vaut la peine dans leur cadre rural ou si ce type d'activité les intéresse en tant que système de production alimentaire.

*C'est une façon très subjective de discuter d'un risque ...*

**"Il faut une surveillance citoyenne sur les institutions qui gèrent les risques."**

*Est-ce ainsi qu'un risque peut devenir acceptable?*

Ma définition du risque acceptable, c'est le risque sur lequel on s'est mis d'accord et donc que l'on a négocié. "On", ce sont, les gens concernés, bien entendu. Ce qui fait problème aujourd'hui ce sont des risques qui sont ressentis comme étant imposés et sur lesquels les gens n'ont pas prise.

Tout dépend de qui est concerné par le risque et qui a du pouvoir sur ce risque. Dans le cas de l'accident de voiture, collectivement, nous sous-estimons le risque. Je pense que ce n'est pas de l'ordre du purement rationnel, mais notre vie sociale est faite de ça. Elle est faite de

### LES PETITS-DÉJEUNERS DE L'ÉTHIQUE SOCIALE

## Faut-il protéger l'environnement?

Sujet	Intervenant	Date
Introduction à l'éthique environnementale	Lukas SOSOE, Centre universitaire de Luxembourg	8 février 2003
Sciences, techniques et risques environnementaux	Marc MORMONT, Fondation universitaire luxembourgeoise, Arlon	1 mars 2003
Le principe de précaution: nouvelle éthique de la responsabilité	à confirmer	15 mars 2003
Environnement et mondialisation	Marc MAESSCHALCK, Université catholique de Louvain	29 mars 2003
L'apparition de l'environnement dans la politique	Benoît RIHOUX, Université catholique de Louvain	5 avril 2003
Environnement et entreprises:	à confirmer	26 avril 2003

Les séances auront lieu les samedis matins au Centre Universitaire de Luxembourg, 162A, avenue de la Faïencerie, Luxembourg (ancien Bâtiment Central, salle 0.10 ou 0.12).

Elles débutent à 9 heures par l'accueil à la cafétéria avec café et croissants. Elles comportent un exposé et une discussion et se terminent vers midi.

Coût: 25 € pour le cycle ou 5 € par séance (documents du cours et croissants compris).

Prière de s'inscrire.

Organisé par l'IFS en collaboration avec le département "Lettres et Sciences Humaines" du Centre Universitaire de Luxembourg.

Institut de Formation Sociale  
Tél: +352 44 743 339  
Fax: +352 44 743 229  
E-mail: frederic.mertz@ifs.lu  
Site: www.ifs.lu



Le rapport aux questions environnementales et à la gestion des risques a changé. Cela rend nécessaire une nouvelle approche sociale, politique et éthique de ces problèmes.

(Photos: photon.lu)